

# Les politiques familiales dans l'œil d'un futur papa <sup>[1]</sup>

Je deviendrai papa pour la première fois au mois de septembre, à quelques jours des élections générales du Québec. À titre de futur parent, j'anticipe déjà de devenir la cible d'une surenchère de promesses électorales.

**Author:** Boucher, Geoffroy

**Source:** La Presse

**Format:** Article

**Publication Date:** 20 May 2022

## AVAILABILITY

Access online [FR] <sup>[2]</sup>

## EXCERPTS

Chères formations politiques, soyez prévenues : la promesse d'un nouveau crédit d'impôt ou d'une énième mesure visant à « remettre de l'argent dans la poche des familles » ne suffira pas à obtenir mon vote. Des propositions solides, ancrées dans une vision à long terme, sont davantage susceptibles d'attirer mon attention. En voici quelques-unes, dont je vous invite à vous inspirer.

### **Doubler la durée du congé de paternité**

Le congé réservé aux pères, qui a fait son entrée au Québec lors de la mise en place du Régime québécois d'assurance parentale en 2006, est un outil remarquable pour promouvoir un partage équitable des responsabilités familiales. De nombreuses études ont démontré l'effet durable de l'engagement accru des pères durant les premiers instants de vie d'un nouveau-né sur leur implication dans la vie familiale à long terme.

**Si aujourd'hui les pères québécois se démarquent comme étant les plus investis au pays, un important déséquilibre persiste sur le plan de la prise des congés parentaux partageables.**

Ce déséquilibre a notamment pour effet de freiner la progression professionnelle des femmes qui doivent mettre leur carrière sur pause pendant plusieurs mois, voire années, afin de prendre soin de leurs enfants. En doublant la durée du congé de paternité, actuellement de cinq semaines, le Québec s'appuierait sur un consensus scientifique fort et rattraperait les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques où la durée moyenne de ce congé est de 10 semaines.

### **Subventionner l'ensemble du réseau des services de garde éducatifs**

Le Québec fait actuellement face à une importante pénurie de places dans les services de garde éducatifs. Alors que le gouvernement s'est engagé à compléter le réseau d'ici 2025, il est demeuré plutôt évasif quant au sort réservé aux garderies privées non subventionnées.

**Pourtant, près du quart du réseau est actuellement non subventionné, ce qui soulève d'importants enjeux d'équité entre les familles québécoises.**

En effet, bien que les frais payés pour des services de garde non subventionnés soient admissibles à un crédit d'impôt, un écart persiste entre le coût net d'une place en service de garde subventionné et non subventionné. De plus, en raison du manque de ressources, un écart important sur le plan de la qualité des services offerts est observable. Or, selon les experts, la qualité des services est cruciale, car elle a une incidence directe sur le développement des enfants, particulièrement chez les plus vulnérables. Dans ce contexte, un chantier de conversion des milieux non subventionnés en milieux subventionnés s'avère essentiel. Une attention particulière à la qualité éducative devra absolument guider un tel chantier.

### **Lancer une commission sur l'éducation au Québec**

Les récents débats autour du cri du cœur de Gregory Charles et du plan proposé par le mouvement École ensemble pour réformer le système scolaire ont, une fois de plus, mis en évidence la nécessité de réfléchir collectivement à notre système d'éducation. Malgré une littérature scientifique faste et l'abondance de données probantes, le Québec peine – entre les joutes électorales – à s'attaquer aux importantes problématiques du décrochage scolaire, de la désertion professionnelle des enseignants et de la ségrégation des élèves entre les réseaux privé, public sélectif et public « régulier ». Nous sommes décidément mûrs pour une réflexion en profondeur, guidée par les experts et dans un contexte non partisan, qui permettrait de doter le Québec d'une vision renouvelée en matière d'éducation.

Ces propositions, et bien d'autres, telles qu'une modification des normes du travail pour rehausser le nombre de journées d'absence rémunérées pour obligations familiales, ont en commun d'avoir des retombées structurantes et durables sur la vie des familles. C'est ce genre de propositions – plutôt que la promesse d'un nouveau chèque – qui sont susceptibles de capter mon attention dans les prochains mois. Bonne campagne !

**Region:** Quebec <sup>[3]</sup>

**Tags:** fathers <sup>[4]</sup>  
child care <sup>[5]</sup>  
parents <sup>[6]</sup>

---

**Source URL (modified on 24 May 2022):** <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/22/05/les-politiques-familiales-dans-l%E2%80%99%C5%93il-d%E2%80%99un-futur-papa>

**Links**

[1] <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/22/05/les-politiques-familiales-dans-l%E2%80%99%C5%93il-d%E2%80%99un-futur-papa> [2] <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2022-05-20/les-politiques-familiales-dans-l-oeil-d-un-futur-papa.php> [3]

<https://childcarecanada.org/taxonomy/term/7855> [4] <https://childcarecanada.org/category/tags/fathers> [5] <https://childcarecanada.org/category/tags/child-care> [6] <https://childcarecanada.org/category/tags/parents>